

8. Le transport par route, chemin de fer, voie de navigation intérieure, mer ou air de marchandises dangereuses ou polluantes, entre autres celles, telles que définies, soit dans l'annexe de l'arrêté royal du 9 mars 2003 relatif au transport des marchandises dangereuses par route, à l'exception des matières explosibles ou dangereuses, soit dans l'annexe de l'arrêté royal du 11 décembre 1998 relatif au transport de marchandises dangereuses par chemin de fer, soit dans le décret du 16 juin 2006 relatif à l'assistance à la navigation sur les voies d'accès maritimes et à l'organisation du « Maritiem Reddings- en Coördinatiecentrum » (Centre de Coordination et de Sauvetage maritimes).

9. Dans le cadre du rejet dans l'air de substances polluantes, l'exploitation d'installations, entre autres celles auxquelles la rubrique 20 du titre I^{er} du VLAREM s'applique et qui sont soumises à l'obligation d'autorisation, à l'exception des sous-rubriques précédées du chiffre 3 dans la troisième colonne.

10. L'utilisation confinée, y compris le transport, de micro-organismes génétiquement modifiés, entre autres ceux auxquels la rubrique 51 du titre I^{er} du VLAREM s'applique.

11. Toute dissémination volontaire dans l'environnement, tout transport ou mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés tels qu'entre autres visés au chapitre II de l'arrêté royal du 21 février 2005 réglementant la dissémination volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant.

12. Tout transfert transfrontalier de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de l'Union européenne, soumis à une autorisation ou interdit entre autres au sens de l'article 33 du décret du 2 juillet 1981 relatif à la prévention et à la gestion des déchets.

13. La gestion d'installations de valorisation de déchets, entre ceux auxquels la rubrique 2.3.11 du titre I^{er} du VLAREM s'applique. ».

Art. 5. Tant que les objectifs environnementaux en exécution de l'article 51 du décret du 18 juillet 2003 n'ont pas été fixés, la situation écologique, le potentiel écologique, l'état chimique des eaux de surface et l'état chimique et quantitatif des eaux souterraines sont définis à l'aide des normes de qualité environnementale définies en exécution du chapitre 2.3 et de la section 2.4.1 du titre I^{er} du VLAREM.

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le 30 avril 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 décembre 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,
H. CREVITS

—
Note

(1) *Session 2006-2007*

Document. — Projet de décret : 1252 – N° 1.

Session 2007-2008

Documents. — Rapport des audiences : 1252 – N° 2. — Amendements : 1252 – N° 3. — Articles adoptés en première lecture : 1252 – N° 4. — Rapport : 1252 – N° 5. — Amendement : 1252 – N° 6. — Texte adopté en séance plénière : 1252 – N° 7.

Annales. — Discussion et adoption. Séances du 12 décembre 2007.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 410

[C – 2008/29070]

7 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'acquisition, la location et l'utilisation de véhicules destinés aux Services du Gouvernement de la Communauté française, à certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, et au Conseil supérieur de l'Audiovisuel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, notamment l'article 10;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 décembre 2007;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 7 décembre 2007,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux Services du Gouvernement de la Communauté française, aux organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII et au Conseil supérieur de l'Audiovisuel ci-après appelés l'administration.

Art. 2. Les véhicules de fonction et de service composant le charroi de l'administration sont soit acquis en pleine propriété soit loués.

L'acquisition ou la location d'un véhicule de fonction ou de service visé à l'alinéa 1^{er} est soumise aux limites suivantes :

	Puissance fiscale maximale	Cylindrée maximale	Prix maximal d'acquisition du véhicule au moment de la conclusion du contrat d'achat ou de location	Catégorie à laquelle le véhicule doit appartenir en fonction de sa consommation en carburant et de ses émissions de CO ₂ conformément à l'AR du 5 septembre 2001 (1)
A. Véhicule de fonction attribué aux : Secrétaire général du Ministère de la Communauté française; Administrateurs généraux du Ministère de la Communauté française; Directeurs généraux du Ministère de la Communauté française; Président du Conseil d'administration de l'O.N.E.; Président(e) du Conseil supérieur de l'Audiovisuel; Fonctionnaire dirigeant ou fonctionnaire dirigeant adjoint (rang 16 au moins) d'un organisme d'intérêt public; Commissaire du Gouvernement à titre définitif auprès d'un organisme d'intérêt public; Commissaire ou délégué du Gouvernement auprès d'une Institution universitaire;	13 CV	2550 cc	18.600,00 €	A, B, C ou D
B. Autre véhicule de fonction attribué nominativement	11 CV (essence)	2200 cc	14.900,00 €	A, B, C ou D
	13 CV (diesel)	2500 cc	14.900,00 €	A, B, C ou D
C. Véhicule de service	10 CV	2000 cc	11.900,00 €	A, B, C ou D
D. Véhicule utilitaire ou mixte	11 CV (essence)	2000 cc	14.900,00 €	—
	13 CV (diesel)	2500 cc	14.900,00 €	—

(1) Arrêté royal du 5 septembre 2001 concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO₂ à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves.

Les prix maximaux repris dans le présent tableau s'entendent hors coût d'un équipement au LPG.

En cas d'acquisition d'un véhicule diesel et dans le cas où un filtre à particules est disponible, celui-ci est obligatoire.

Le prix maximal visé à l'alinéa précédent s'entend du prix d'acquisition, prix de base et options éventuelles, T.V.A. non comprise. Ce prix est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977, organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. Ce prix est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

Toute acquisition de véhicule doit être préalablement soumise à l'avis de l'Inspection des Finances.

Art. 3. Il est délivré chaque année au Ministre de la Fonction publique et à l'Inspection des Finances un inventaire du parc de véhicules automobiles composant le charroi de l'administration.

L'inventaire reprend notamment le kilométrage de chaque véhicule.

Les parcours effectués au moyen d'un de ces véhicules ne donnent droit à aucune indemnité. Tous les frais résultant de l'utilisation et de l'entretien desdits véhicules sont à charge du budget de la Communauté.

Art. 4. Le Président du conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, les fonctionnaires dirigeants des organismes visés à l'article 1^{er} ainsi que les membres du collège restreint des fonctionnaires généraux visé à l'article 12 de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ont le choix entre disposer en permanence d'un véhicule de fonction appartenant à l'administration avec chauffeur et utiliser leur véhicule personnel pour leurs déplacements de service en application de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Le(la) Président(e) du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, les fonctionnaires dirigeants adjoints de rang 16 au moins des organismes visés à l'article 1^{er}, les Directeurs généraux du Ministère de la Communauté française, les Commissaires du Gouvernement à titre définitif auprès d'un organisme d'intérêt public, les Commissaires ou délégués du Gouvernement auprès d'une institution universitaire, ont le choix entre disposer en permanence d'un véhicule de fonction appartenant à l'administration et utiliser leur véhicule personnel pour leurs déplacements de service en application de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions peut proposer au Gouvernement d'attribuer nominativement un véhicule de fonction dans les limites définies au point B du tableau repris à l'article 2.

Les véhicules de fonction sont utilisés aux conditions de la circulaire n° « ci.rh 241/516532 » du 1^{er} avril 1999 de l'Administration des Contributions Directes relative à la valorisation des avantages de toute nature qui résultent de l'utilisation à des fins personnelles de véhicules des pouvoirs publics par les titulaires d'une charge, d'un mandat, ou d'une fonction publique.

Pour l'acquisition ou la location d'un véhicule il peut être recouru au crédit-bail (leasing) à la condition que ce contrat couvre un usage de 100 000 km au moins.

Le crédit-bail avec levée d'option d'achat est assimilé, au moment de la levée de l'option d'achat, à une acquisition en pleine propriété.

Le crédit-bail sans levée d'option d'achat est assimilé à une simple location.

Pour l'utilisation d'un véhicule personnel par les membres du personnel visés aux points A et B du tableau repris à l'article 2, l'article 16 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours est modalisé comme suit :

1° les bénéficiaires disposent d'un quota kilométrique maximum annuel de 25 000 km;

2° le remboursement des frais kilométriques se fait sur base de déclaration de créance mensuelle et est limité à une puissance imposable du véhicule qui détermine le taux de l'indemnité kilométrique de 11 CV maximum.

Pour les Services du Gouvernement de la Communauté française, le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française peut réduire, compte tenu de la situation spécifique de chacun des bénéficiaires, le quota kilométrique forfaitaire annuel visé à l'alinéa précédent.

Art. 5. Les véhicules de service appartenant à l'administration, avec ou sans chauffeur, ne peuvent être utilisés par les membres du personnel qu'aux fins de déplacements professionnels ou dans les conditions fixées, soit par le Secrétaire général, sur proposition du Collège restreint des fonctionnaires généraux, soit par le(la) Président(e) du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, soit par le fonctionnaire dirigeant l'organisme d'intérêt public, chacun pour ce qui concerne le charroi qui relève de l'administration qu'il dirige.

Art. 6. A l'issue d'un délai de trois ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions peut fixer, après avis de l'Inspection des Finances, d'autres prix maxima que ceux visés au tableau repris à l'article 2 lorsqu'une hausse des prix du marché des véhicules est intervenue.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999 relatif à l'acquisition, la location et l'utilisation de véhicules destinés aux Services du Gouvernement de la Communauté française, à certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française, au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux Cabinets des Ministres membres du Gouvernement de la Communauté française est abrogé.

Art. 8. Le Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 décembre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 410

[C — 2008/29070]

7 DECEMBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop, het huren en het gebruiken van voertuigen bestemd voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, voor sommige instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschap, en voor de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 november 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 december 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 7 december 2007;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 7 december 2007,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, op de instellingen van openbaar nut die afhangen van het Comité van Sector XVII alsook op de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, hierna het bestuur genoemd.

Art. 2. De functie- en dienstwagens waaruit het wagenpark van het bestuur bestaat, worden ofwel in volle eigendom gekocht ofwel gehuurd.

De aankoop of de huur van een functie- of dienstwagen bedoeld in het eerste lid, is ondergeschikt aan de volgende beperkingen :

	Maximaal belastbaar vermogen	Maximale cilinderinhoud	Maximale aankoopprijs van de wagen op het ogenblik van het afsluiten van het aankoop- of huurcontract	Categorie waartoe de wagen moet behoren in functie van zijn brandstofverbruik en zijn CO ₂ -uitstoot overeenkomstig het KB van 5 september 2001 (1)
A. Functiewagen toegewezen aan : Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap; Administrateurs-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap; Directeurs-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap; Voorzitter van de Raad van bestuur van de « O.N.E. »; Voorzitter(ster) van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector; Leidend ambtenaar of adjunct-leidend ambtenaar (minstens rang 16) van een instelling van openbaar nut; Regeringscommissaris in vast verband bij een instelling van openbaar nut; Commissaris of afgevaardigde van de Regering bij een universitaire instelling.	13 PK	2550 cc	18.600,00 €	A, B, C of D
B. Andere functiewagen toegewezen bij name	11 PK (benzine)	2200 cc	14.900,00 €	A, B, C of D
	13 PK (diesel)	2500 cc	14.900,00 €	A, B, C of D
C. Dienstwagen	10 PK	2000 cc	11.900,00 €	A, B, C of D
D. Bedrijfswagen of gemengd voertuig	11 PK (benzine)	2000 cc	14.900,00 €	—
	13 PK (diesel)	2500 cc	14.900,00 €	—

(1) Koninklijk besluit van 5 september 2001 betreffende de beschikbaarheid van consumenteninformatie over het brandstofverbruik en de CO₂-uitstoot bij het op de markt brengen van nieuwe personenauto's.

In de maximale prijzen opgenomen in deze tabel zijn de kosten van een LPG-uitrusting niet inbegrepen.

Bij aankoop van een dieselwagen en ingeval een roetfilter beschikbaar is, wordt deze verplicht.

In de maximale prijs bedoeld in het vorige lid worden de aankoopprijs, de basisprijs en de eventuele opties buiten de BTW inbegrepen. Deze prijs is gekoppeld aan de schommelingen van de index der consumptieprijsen, overeenkomstig de reglementering bepaald door de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijsen van het Rijk worden gekoppeld. Deze prijs is gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Elke aankoop van een wagen moet vooreerst het advies krijgen van de Inspectie van Financiën.

Art. 3. Elk jaar wordt er aan de Minister van Ambtenarenzaken en aan de Inspectie van Financiën een inventaris overgemaakt van het voertuigenpark waaruit het wagenpark van het bestuur bestaat.

In de inventaris wordt er onder meer de kilometerstand van elke wagen opgenomen.

De trajecten afgelegd met één van die wagens geven geen recht op een vergoeding. Alle kosten voortvloeiend uit het gebruik en het onderhoud van bedoelde wagens vallen ten laste van de begroting van de Gemeenschap.

Art. 4. De voorzitter van de raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", de leidend ambtenaren van de instellingen bedoeld in artikel 1 alsook de leden van het beperkt college van ambtenaren-generaal bedoeld in artikel 12 van het besluit van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap hebben de keuze : ofwel bestendig beschikken over een functiewagen van het bestuur, met een autobestuurder, ofwel hun eigen wagen gebruiken voor hun verplaatsingen in dienstverband, met toepassing van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

De Voorzitter (ster) van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, de adjunct-leidend ambtenaren van minstens rang 16 van de instellingen bedoeld in artikel 1, de Directeurs-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de Regeringscommissarissen in vast verband bij een instelling van openbaar nut, de Commissarissen of afgevaardigden van de Regering bij een universitaire instelling, hebben de keuze : ofwel bestendig beschikken over een functiewagen eigendom van het bestuur, ofwel hun eigen wagen gebruiken voor hun verplaatsingen in dienstverband, met toepassing van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

De Minister van Ambtenarenzaken kan aan de Regering voorstellen om een functiewagen bij name toe te kennen binnen de perken bedoeld in punt B van de tabel opgenomen in artikel 2.

De functiewagens worden gebruikt onder de voorwaarden van de omzendbrief nr. « ci.rh 241/516532 » van 1 april 1999 van de Administratie der directe belastingen betreffende de valorisatie van de voordelen van alle aard voortvloeiend uit het persoonlijk gebruik van voertuigen van de overheden door de titularissen van een opdracht, een mandaat of een openbaar ambt.

Wat de aankoop of het huren van een wagen, kan er gebruik gemaakt worden van de financieringshuur (leasing) op voorwaarde dat dit contract een gebruik van ten minste 100 000 km dekt.

De leasing met uitoefening van het optierecht op aankoop wordt gelijkgesteld op het ogenblik van de uitoefening van het optierecht op aankoop met een aankoop in volle eigendom.

De leasing zonder uitoefening van het optierecht op aankoop wordt gelijkgesteld met een gewone huur.

Wat het gebruik van een eigen wagen betreft door de personeelsleden bedoeld in de punten A en B van de tabel opgenomen in artikel 2, wordt artikel 16 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten als volgt onderverdeeld :

1° de gerechtigden beschikken over een jaarlijks maximum quotum van 25 000 kilometer;

2° de terugbetaling van de kilometerkosten gebeurt op basis van een maandelijkse schuldvordering en wordt beperkt tot een belastbaar vermogen van de wagen dat het cijfer van ten hoogste 11 PK van de kilometervergoeding bepaalt.

Voor de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap kan de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap het jaarlijks forfaitair quotum van de kilometers bedoeld in het vorige lid inkorten, rekening houdend met de specifieke toestand van ieder gerechtigde.

Art. 5. De dienstwagens die tot het bestuur behoren, met of zonder autobestuurder, mogen enkel door de personeelsleden worden gebruikt voor verplaatsingen in beroepsverband en onder de voorwaarden bepaald ofwel door de secretaris-generaal op de voordracht van het beperkt College van ambtenaren-generaal, ofwel door de Voorzitter(star) van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, door de ambtenaar die de leiding heeft van de instelling van openbaar nut, ieder wat het wagenpark betreft dat van het bestuur afhangt dat onder zijn leiding staat.

Art. 6. Op het einde van een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, kan de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, na advies van de Inspectie van Financiën, andere maximale prijzen vaststellen dan deze bedoeld in de tabel van artikel 2 wanneer een verhoging van de marktprijzen van de wagens zich heeft voorgedaan.

Art. 7. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1999 betreffende de aankoop, het huren en het gebruiken van voertuigen bestemd voor de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, voor sommige instellingen van openbaar nut die afhangen van de Franse Gemeenschap, voor de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en voor de Kabinetten van de Ministers die lid zijn van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 8. De Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 december 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN